

REMODELAGE ETHNIQUE DU PROCHE-ORIENT

Modèle yougoslave pour le Kurdistan



La création d'un Kurdistan indépendant commence à être évoquée officiellement. Opprimés depuis un siècle, les Kurdes y voient un espoir de liberté. Mais il s'agit en réalité d'un nouvel épisode de leur utilisation par les grandes puissances pour affaiblir les États du Proche-Orient. L'État indépendant qui serait offert aux Kurdes aurait une souveraineté limitée puisqu'il serait placée sous la tutelle de la Coalition. Sa définition monoethnique ouvrirait la voie non seulement à l'éclatement de l'Irak, mais à celui des autres États de la région qui ne manqueront pas de réagir face à cette menace.

page 2

Les Arabes États-uniens pèseront-ils sur les élections ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Alors que s'ouvre la campagne présidentielle aux États-Unis, James J. Zogby, président de l'Arab-American Institute, évalue le poids électoral des Arabes aux États-Unis. Ils joueront un rôle dans les deux premières primaires, en Iowa et au Michigan, et peuvent espérer peser sur toute la campagne. Il n'est pas ici question de voter démocrate ou républicain, mais, dans la tradition nord-américaine, de défendre des intérêts communautaires.

page 5

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Des « éléments criminels » cherchent à prendre le contrôle du Likoud, d'après la ministre israélienne de l'Agriculture

■ Israël choisit la Turquie pour son approvisionnement en eau

■ L'Égypte veut prendre des initiatives diplomatiques communes avec l'Iran

■ Le Liban tente de rallier l'Arabie saoudite à l'idée d'un plan interarabe contre les projets d'implantation des réfugiés palestiniens

■ Le Premier ministre palestinien condamne le silence de la communauté internationale après le raid meurtrier de Tsaïhal sur Naplouse

page 12



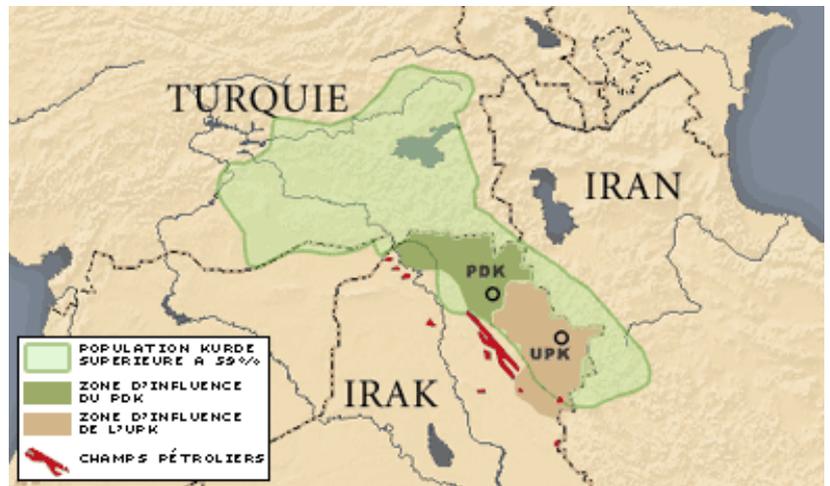
LES OBJECTEURS DE CONSCIENCE ISRAËLIENS CONDAMNÉS POUR L'EXEMPLE

Cinq « refuzniks », des jeunes israéliens ayant refusé d'accomplir leur service militaire contre les Palestiniens, ont été condamnés, dimanche 4 janvier 2003, à un an d'emprisonnement par le Tribunal militaire de Jaffa. Noam Bahat, Haggai Matar, Matan Kaminer, Shimri Tsameret et Adam Maor avaient refusé de « prendre part à des actes d'agression contre le peuple palestinien ».

Remodelage ethnique du Proche-Orient

Modèle yougoslave pour le Kurdistan

La création d'un Kurdistan indépendant commence à être évoquée officiellement. Opprimés depuis un siècle, les Kurdes y voient un espoir de liberté. Mais il s'agit en réalité d'un nouvel épisode de leur utilisation par les grandes puissances pour affaiblir les États du Proche-Orient. L'État indépendant qui serait offert aux Kurdes aurait une souveraineté limitée puisqu'il serait placée sous la tutelle de la Coalition. Sa définition monoethnique ouvrirait la voie non seulement à l'éclatement de l'Irak, mais à celui des autres États de la région qui ne manqueront pas de réagir face à cette menace.



Des officiels irakiens et états-uniens ont annoncé qu'en application de l'accord du 15 novembre 2003, le Kurdistan conserverait son statut semi-autonome, puis accèderait, le 30 juin 2004, à une autonomie complète dans le cadre d'un Irak fédéral, rapporte le *New York Times* [1].

Cette déclaration soulève de nombreuses questions. En premier lieu, contrairement à ce qui est dit aujourd'hui, l'accord du 15 novembre ne prévoyait pas d'autonomie complète du Kurdistan irakien, mais la simple prolongation du *status quo*. Cependant depuis l'arrestation de Saddam Hussein, les exigences des partis kurdes ont augmenté et ils viennent d'obtenir gain de cause. En

second lieu, malgré l'évocation rassurante d'un État fédéral irakien, chacun a bien compris que ce qui est en jeu, c'est l'indépendance du Kurdistan et le démantèlement de l'Irak.

À l'issue de la guerre du Golfe, en 1991, George H. Bush (le père) encouragea les Kurdes et les Chiïtes à se révolter de sorte que Saddam Hussein soit renversé par son propre peuple. Mais, craignant que la Russie s'oppose à un régime pro-US et que le changement à Bagdad ne libère les ambitions saoudiennes, les États-Unis firent volte-face et aidèrent Saddam Hussein à réprimer le soulèvement qu'ils avaient eux-mêmes suscité. Ne souhaitant pas non plus que le dictateur recouvre sa puissance d'antan, ils l'empêchèrent d'anéantir complètement son opposition. Pour protéger les Kurdes autant que pour l'affaiblir, une zone d'interdiction aérienne fut proclamée par les Anglo-États-Uniens au nord du 36e parallèle. Deux régions distinctes se formèrent, l'une contrôlée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'autre par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Elles élirent une assemblée commune et désignèrent un gouvernement paritaire. Les douze années qui suivirent marquent une ère de paix et de prospérité pour les Kurdes telle qu'ils n'en avaient pas connue depuis des générations.

Échaudés par les voltes-faces états-uniennes, les Kurdes craignirent d'être sacrifiés à l'occasion de la nouvelle guerre contre l'Irak. En effet, Sabahattin Cakmakoglu, ministre de la Défense turc, excitant un accord conclu entre les britanniques et l'Empire ottoman en 1926, revendiqua les droits territoriaux de la Turquie sur le Kurdistan irakien. Mais, par une décision inattendue, l'Assemblée nationale turque négligeant les divers avantages matériels et territoriaux que lui promettaient les États-Unis refusa de participer à la guerre. Les élus turcs, revenant sur les engagements de l'état-major, interdirent même à la Coalition d'utiliser les bases de l'OTAN et de survoler le pays, une décision d'une extrême fermeté que l'Allemagne par exemple n'a pas prise. Ce revirement contraignit le Pentagone à repenser l'ensemble de ses plans et à déplacer ses forces. *A contrario*, cette situation profita aux Kurdes qui se présentèrent comme les seuls alliés de la Coalition dans la région. Le Kurdistan accueillit la 4e division d'infanterie US et ouvrit un front nord contre les armées de Bagdad. Il fournit de nombreux combattants (les peshmergas) et connut les pertes les plus importantes de la Coalition.

À la chute de Saddam Hussein, les Kurdes exigèrent la rétribution de leur engagement. Dans le contexte international, il paraissait impossible à Washington de dépecer l'Irak et de leur accorder l'indépendance. Ils ne furent pas pour autant rattachés au pouvoir central. Ils conservèrent leur législation propre tandis que le Conseil de gouvernement provisoire à Bagdad dotait le reste du pays de nouvelles lois. Il existe donc une autonomie du Kurdistan sous la tutelle de la Coalition et une indépendance de fait par rapport au Conseil de gouvernement provisoire. Pourtant, les Anglo-États-Uniens ont choisi de maintenir la fiction de l'unité irakienne en plaçant cinq personnalités kurdes au Conseil de gouvernement provisoire.

Les enjeux propres au peuple kurde ne doivent pas masquer ceux des autres populations. Le Kurdistan n'a aucune frontière définie. Sa population n'est pas homogène : une majorité kurde cohabite avec une forte minorité turkmène et

des groupes arabes. La zone pétrolière de Kirkouk peut être historiquement revendiquée par les uns et les autres et n'est plus aujourd'hui peuplée majoritairement par des Kurdes.

L'indépendance du Kurdistan irakien ouvrirait la voie à un rattachement des populations kurdes de Turquie, de Syrie voire d'Iran, c'est-à-dire à un remodelage complet de la région, mais ne résoudrait aucun problème : ainsi aujourd'hui la plus grande ville kurde, n'est pas au Kurdistan... c'est Bagdad. La séparation d'avec l'Irak placerait les Arabes chiites et sunnites en tête-à-tête et ouvrirait la voie à la dislocation du pays. Ce scénario à la Yougoslave, qui serait catastrophique pour les populations, servirait les intérêts des forces d'occupation et d'Israël. Les États-Unis pourraient se retirer partiellement, comme ils le firent en Yougoslavie, et laisser les populations s'affronter entre elles. Tandis qu'Israël pourrait réaliser le projet de Biltmore et créer un État palestinien où déporter les populations de Gaza et de Cisjordanie.

Il semble que l'événement nouveau qui fait aujourd'hui envisager l'indépendance soit l'arrestation de Saddam Hussein. Selon le *Sunday Herald*, ce serait en réalité les commandos de Qusut Rasul Ali de l'Union patriotique du Kurdistan qui aurait procédé à la capture [2]. Ils auraient conservé leur prisonnier au secret le temps de négocier l'indépendance du Kurdistan et, accessoirement, de récupérer les 25 millions de dollars de prime [3].



Peter Galbraith souhaite appliquer la recette yougoslave pour dépecer l'Irak et déstabiliser la région.

Voici un siècle que les grandes puissances jouent avec le peuple kurde, l'utilisent comme supplétif dans leurs guerres et le laissent massacrer lorsqu'il réclame salaire. L'indépendance qui leur est aujourd'hui promise n'est pas une gratification, mais un épisode de plus dans ce jeu qui consiste à diviser pour régner. Elle est préparée par des personnalités comme le professeur du

National War College, Peter Galbraith, ancien ambassadeur en Croatie, qui organisa le dépeçage de la Yougoslavie. Des Balkans au Rwanda, il n'est de pire mode de domination moderne que l'on ait inventé que d'offrir aux peuples de se diviser en États mono-ethniques.

[1] « *Kurdish Region in Northern Iraq Get to Keep Special Status* », par Steven R. Weisman, *The New York Times*, 4 janvier 2004.

[2] « *Revealed : Who Really Found Saddam ?* », par David Pratt, *Sunday Herald*, 21 décembre 2003.

[3] « *Saddam's Capture : .Was A Deal Brokered Behind the Scenes ?* », par David Pratt, *Sunday Herald*, 4 janvier 2004.

Les Arabes États-Uniens pèseront-ils sur les élections ?

Analyse

La campagne électorale présidentielle états-unienne est ouverte avec son cortège d'arguments simplistes et de lobbying. À titre d'exemple, dans le *New York Times*, Kiron K. Skinner, ancienne assistante universitaire de Condoleezza Rice, se lance dans une comparaison lyrique entre Ronald Reagan et George W. Bush. En deux mandats, Reagan ne s'était pas contenté de dénoncer l'Empire du mal, il avait contraint l'URSS à reculer. De même, Bush ne doit pas simplement dénoncer l'Axe du mal, il faut lui donner un second mandat pour le terrasser. De son côté, James J. Zogby, président de l'Arab-American Institute, évalue dans *Gulf News* le poids électoral des Arabes aux États-Unis. Ils joueront un rôle dans les deux premières primaires, en Iowa et au Michigan, et peuvent espérer peser sur toute la campagne. Il n'est pas ici question de voter démocrate ou républicain, mais, dans la tradition nord-américaine, de défendre des intérêts communautaires.

Masood Hyder, coordinateur humanitaire de l'ONU pour la Corée du Nord, déplore dans le *Washington Post* que l'appel international du 19 novembre 2003 pour l'aide aux populations nord-coréennes n'ait pas reçu d'écho. La communauté internationale se préoccupe d'évaluer la menace nucléaire de Pyongyang, mais ignore les souffrances des personnes.

Pour la droite israélienne, aucune paix n'est possible tant que les Palestiniens n'auront pas reconnu le droit à l'existence de l'État juif en Palestine. Ainsi dans le *Jerusalem Post*, Itamar Marcus et Barbara Crook, de Palestinian Media Watch, dénoncent l'éducation et les médias palestiniens qui inculquent aux

enfants qu'Israël est un État colonial. De même, le professeur Shlomo Avineri s'oppose dans le *Los Angeles Times* aux Accords de Genève parce qu'ils sont à ses yeux trop vagues sur ce point.

Cheryl Bernard, analyste à la Rand Corporation se félicite des conséquences de l'intransigeance chiraquienne contre le port du voile à l'école publique. Elle prend à revers les lecteurs du *Christian Science Monitor*, pour qui la position française frise la persécution religieuse, en soulignant que cette crise fait évoluer l'islam et bénéficie aux femmes. Grâce à Jacques Chirac, partout dans le monde, des musulmans découvrent que le port du voile n'est pas une prescription coranique.

Dans le *Guardian*, le journaliste Richard Norton-Taylor critique la Commission Hutton au sujet de laquelle il vient de réaliser un documentaire. Il regrette surtout qu'elle ait strictement limité ses recherches au fait divers que représente la mort de l'expert David Kelly alors qu'elle avait amassé, au cours de ses auditions, d'incroyables informations sur la politisation aberrante des services de renseignement.

Kiron K. Skinner



Ancienne assistante universitaire de Condoleezza Rice et professeur assistante à la Carnegie Mellon University, Kiron K. Skinner est membre du Defense Policy Board du Pentagone et de la Hoover Institution. Elle a co-rédigé *Reagan : A Life in Letters*.

« L'année à venir, il y a vingt ans »

Source : New York Times

Référence : « The Year Ahead, 20 Years Ago », par Kiron K. Skinner, *New York Times*, le 5 janvier 2003.

On peut faire de nombreux parallèles entre l'année qui vient de s'écouler et 1983, une année qui avait vu une reprise de la Guerre froide et la multiplication des critiques contre la politique étrangère du président Ronald Reagan, souvent présenté alors comme un va-t-en-guerre.

Cette année-là, il avait décrit l'URSS comme l'« Empire du Mal » et sa politique étrangère avait suscité la contestation des deux côtés de l'Atlantique après que des troupes ait été tuées au Liban et que Grenade ait été envahie. Dans le même temps, Reagan avait lancé l'initiative de défense stratégique qui a été interprétée aux États-Unis et en URSS comme une atteinte à l'esprit des traités ABM de 1972. Il avait également annoncé qu'il installerait des missiles en Europe occidentale. Cela entraîna des tensions avec nos alliés occidentaux qui, finalement, acceptèrent les positions de Reagan. L'année 1983 resta comme « l'année des missiles » au cours de laquelle les prédictions apocalyptiques furent nombreuses.

En réalité, une fois la détermination états-unienne affichée, il devint possible de négocier avec l'URSS et les relations américano-soviétique se réchauffèrent dès 1984. Cela fut présenté par les critiques comme une manœuvre électorale, mais ils avaient tort.

La fin de l'année 2003 offre plus de raisons d'être optimistes que l'année 1983. On assiste déjà aux effets positifs de notre politique avec l'arrestation de

Saddam Hussein et l'arrêt du programme d'armement libyen. Ces avancées sont également présentées comme des actes électoraux par les opposants à **George W. Bush**. En réalité, l'année 2004 ne sera pas juste une année électorale, mais également une année où le monde peut changer.

James J. Zogby



James J. Zogby est président et fondateur de l'Arab American Institute, lobbyiste politique démocrate et membre du Council on Foreign Relations. Il présente le programme de radio et de télévision « A Capital View » sur l'Arab Network of America qui est également retransmis au Proche-Orient, et est éditorialiste hebdomadaire de *Gulf News*. Il est le frère de John Zogby, le PDG de Zogby International.

« Les Arabes américains se préparent aux scrutins de 2004 »

Source : Gulf News

Référence : « Arab Americans gear up for 2004 polls », par James J. Zogby, *Gulf News*, le 5 janvier 2004.

Les Arabes américains abordent les élections de 2004 comme ils n'ont jamais abordé une autre élection auparavant. Ils sont prêts à profiter de vingt années de croissance politique.

Le premier centre d'intérêt sera les primaires démocrates qui commencent dans l'Iowa. Dans cet État, l'Arab American Institute (AAI) mobilise l'électorat afin qu'il défende les thème de justice pour les Palestiniens, et la défense des Droits civils pour les Arabes aux États-Unis. Ensuite, les primaires auront lieu dans le Michigan, un État où l'AAI avait accueilli huit des neuf candidats démocrates lors d'une conférence où ils se sont exprimés devant les électeurs arabes. Dans le Michigan, le vote arabe est un réel enjeu et ils ont un rôle clé dans plusieurs autres États. Les délégués arabes qui seront élus à la convention démocrate pourront y défendre les droits des Palestiniens, demander la justice et la paix en Irak et condamner les violations des libertés civiles des immigrés arabes et musulmans.

Il nous faut intensifier nos efforts dans les deux partis. Comme **George W. Bush** n'a pas de concurrents dans son parti, il ne sera pas facile de faire entendre notre voix chez les Républicains. Il est important de compter des Arabes des deux côtés afin que les deux camps prennent en compte nos préoccupations. L'élection de 2004 sera aussi serrée que celle de 2000 et chaque vote comptera. On peut donc penser que les Arabes seront fortement courtisés dans les États clés. Nous aurons aussi un poids lors des sénatoriales.

Aujourd'hui, les Arabes américains sont une force avec laquelle il faut compter.

Masood Hyder

Masood Hyder est le coordinateur humanitaire des Nations Unies pour la Corée du Nord.

« En Corée du Nord, il faut d'abord sauver des vies »

Source : Washington Post

Référence : « In North Korea : First, Save Lives », par Masood Hyder, *Washington Post*, le 4 janvier 2004.

L'appel pour la Corée du Nord lancé le 19 novembre n'a pas reçu beaucoup d'écho de la presse qui reste concentrée sur la question nucléaire alors que trois millions d'enfants ont besoin de nourriture et d'eau potable et qu'une population entière a besoin de médecine élémentaire et de meilleurs soins hospitaliers. Si vous aviez vu ce que nous avons vu, vous ne douteriez pas de l'importance de cette aide.

D'après l'**UNICEF** et le **Programme alimentaire mondial**, quatre enfants nord-coréens sur dix souffrent de malnutrition. L'appel lancé par les agences de l'ONU, la **Croix rouge** et d'autres ONG vise à rassembler 221 millions de dollars pour répondre aux besoins élémentaires de la population. En neuf ans de présence, nous avons sauvé de nombreuses vies et nous avons fait diminuer la malnutrition et la mortalité infantile, même si elles restent élevées. Tant que nous sommes actifs, nous empêchons l'arrivée d'une nouvelle famine. Nous devons continuer notre action, mais nous avons de moins en moins de soutien. Nous avons été obligés de supprimer l'aide en direction des personnes âgées pour continuer le programme d'aide aux enfants et nous avons arrêté la distribution de céréales. Nous ne pouvons pas abandonner maintenant alors que les choses sont en train de changer. Il est vrai que nous ne pouvons pas affirmer que toute la nourriture va là où elle devrait aller, mais contrairement à ce que certains prétendent, toute l'assistance n'est pas détournée par les militaires.

Itamar Marcus, Barbara Crook

Itamar Marcus est directeur de l'association Palestinian Media Watch.

Barbara Crook est la représentante pour l'Amérique du Nord de Palestinian Media Watch.

« La pédagogie de la haine »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Pedagogy of hate », par Itamar Marcus et Barbara Crook, *Jerusalem Post*, le 4 janvier 2003.

Pour comprendre vraiment ce qui est au cœur du conflit des Palestiniens avec Israël, il ne faut pas demander aux politiciens ou aux diplomates, mais aux enfants palestiniens. Ceux-ci portent une grande attention à ce que leurs dirigeants et éducateurs disent et ils sont prêts à appliquer les leçons. Ainsi, les enfants interviewés récemment à la télévision de l'Autorité

palestinienne déclaraient qu'Israël n'avait pas le droit d'exister et qu'ils donneraient leur vie pour le détruire. Ils affirmaient également qu'ils souhaitent obtenir l'aide des pays arabes et des autres pays du monde pour expulser les Israéliens de Palestine. Ce discours n'est pas surprenant quand on sait qu'Israël n'apparaît pas sur les cartes de l'Autorité palestinienne et que les livres d'école et les historiens palestiniens nient à Israël le droit d'exister et le présente comme une implantation coloniale étrangère.

Malgré les déclarations contraires de l'Autorité palestinienne des textes continuent de délégitimer l'existence d'Israël et d'affirmer que c'est une partie de la Palestine. Ce type de message a notamment été repris par **Ahmed Qoreï** en juin 2003. Certains historiens palestiniens n'hésitent d'ailleurs pas à utiliser les « Protocoles des Sages de Sion » dans leurs analyses.

La vraie source du conflit, bien plus que les frontières et les réfugiés, c'est la reconnaissance du droit d'Israël à exister. Tout plan de paix qui ne s'attaquera pas au système d'endoctrinement palestinien est voué à l'échec.

Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

« Une proposition de paix fatalement défectueuse »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Fatally Flawed Peace Proposal », par Shlomo Avineri, *Los Angeles Times*, le 4 janvier 2004.

Maintenant que les fanfares internationales autour de l'Accord de Genève se sont tues, on peut se pencher sur **le texte** et observer qu'il est différent de ce que les auteurs israéliens en disent. On peut également noter qu'il existe un problème de crédibilité dans sa conception.

En effet, l'accord a été présenté comme le fruit d'une négociation entre membres de la société civile palestinienne et israélienne, mais si cette proposition est vraie pour le côté israélien, ce n'est pas le cas des négociateurs palestiniens. L'Accord de Genève est en fait un accord entre une partie de l'opposition israélienne et l'*establishment* palestinien au pouvoir. Les auteurs israéliens affirment qu'ils ont obtenu la reconnaissance d'Israël comme un État juif, mais ce n'est pas vrai. Ils n'ont obtenu qu'une déclaration dans le préambule reconnaissant le droit des juifs à un État sans préciser sa localisation qui pourrait aussi bien être l'Ouganda.

Les négociateurs israéliens se réjouissent que le texte ne fait plus référence au droit au retour alors qu'il fait explicitement référence à la résolution 194 de l'ONU ce qui revient au même pour les Palestiniens. En outre, l'accord prévoit le déplacement de 140 000 colons et la participation de la Ligue arabe dans le groupe international de vérification du respect des accords. Enfin, si les réfugiés palestiniens de 1948 recevront des compensations, ce qui est acceptable pour beaucoup d'Israéliens, ce sera également le cas pour les pays arabes qui les ont accueillis, ce qui, vu le cynisme avec lequel ces réfugiés ont été utilisés, va trop loin.

Cheryl Benard



Analyste politique pour la Rand Corporation où elle est spécialiste de l'Afghanistan, Cheryl Benard est l'auteur de *The Government of God, Iran's Islamic Republic*.

« La lutte française contre le foulard islamique est un mouvement positif pour les droits des femmes »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « French tussle over Muslim head scarf is positive push for women's rights », par Cheryl Benard, *Christian Science Monitor*, le 5 janvier 2004.

Jacques Chirac a été violemment attaqué par le clergé musulman dans le monde entier pour son appel à l'interdiction du foulard islamique, ou *hijab*, dans les écoles publiques françaises, mesure qui a été présentée par certains comme une atteinte à la liberté individuelle et à l'islam. Mais ce débat en France a aussi eu le mérite d'ouvrir un débat partout dans le monde chez les musulmans. Nombre d'entre eux affirment désormais que le *hijab* n'est ni un symbole de l'islam, ni de la liberté.

Ainsi Gammel Bamma, le frère du fondateur des Frères musulmans, tout en affirmant qu'il s'opposait à la mesure française, a rappelé que le port du voile était le fruit d'une mauvaise interprétation du texte coranique. Le *hijab* n'est pas non plus un symbole de liberté pour les femmes et dans le monde, des millions d'entre elles sont contraintes, sous la menace, de le porter. Le *hijab* symbolise la croyance selon laquelle les relations entre hommes et femmes ne peuvent pas être innocentes et que c'est aux femmes de garantir leur moralité. Sur cette base, beaucoup affirment que le port du voile est en réalité anti-islamique car les femmes forcées de le porter n'ont pas de mérite et ceux qui les forcent commettent un péché. Le Coran n'affirme pas que les femmes doivent être voilées et les fondamentalistes qui prétendent que l'absence de voile entraîne le désir chez les hommes et donc le péché devraient se souvenir que nul n'est responsable des péchés des autres.

Ironiquement, la loi laïque française a entraîné une réflexion des musulmans sur les fondements de leurs textes religieux. Ils ont redécouvert que l'orthodoxie musulmane n'a jamais exigée le port du voile.

Richard Norton-Taylor

Richard Norton-Taylor est le rédacteur des questions de sécurité du *Guardian*. Il a réalisé le documentaire *Justifying War* sur la commission Hutton pour la BBC.

« Les preuves contre Blair que Hutton ne peut pas ignorer »

Source : The Guardian

Référence : « The evidence against Blair that Hutton cannot ignore », par Richard Norton-Taylor, *The Guardian*, le 5 janvier 2004.

Malgré leurs déclarations publiques, les responsables du gouvernement craignent la publication des conclusions de la **commission Hutton** cette semaine. Il devrait taper sur les doigts de la BBC et du journaliste Andrew Gilligan. **Geoff Hoon** devrait également en être une des victimes. Pourtant, le ministre de la Défense britannique avait tenu à prendre ses distances avec cette affaire et avait placé Downing Street et **Tony Blair** sur le devant de la scène. C'est également ce qu'avait fait Sir Kevin Tebitt en affirmant que la décision de livrer le nom de David Kelly à la presse avait été prise par les services du Premier ministre lors d'une réunion le 8 juillet 2003. Kelly se suicida neuf jours plus tard, mais **Tony Blair** a toujours déclaré qu'il n'avait jamais souhaité voir le nom de David Kelly divulgué à la presse. Hutton peut décider de ne pas tenir compte des contradictions entre les déclarations du Premier ministre et les audiences qu'il a tenu, mais il ne peut pas ignorer l'implication du Premier ministre dans les événements qui ont entraîné la révélation du nom de David Kelly. Il ne peut pas non plus ignorer la base de l'affaire Kelly : l'exagération de la menace irakienne dans des rapports des services secrets britanniques. Aucune arme n'a été trouvée en Irak et l'affirmation des « 45 minutes » est contredite par les faits. Aujourd'hui, les responsables des services secrets britanniques se désengagent de dossiers qu'ils ont été contraints d'écrire pour leurs maîtres politiques. Il faut que le Royaume-Uni cesse de s'associer à la politique états-unienne et que le Parlement poursuive le travail de la Commission Hutton.

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro par AlloPass :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Païement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Ha'aretz, Jerusalem Post



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Des « éléments criminels » cherchent à prendre le contrôle du Likoud, d'après la ministre israélienne de l'Agriculture

Référence : « Livnat says phony Likud activists endanger state », par Gil Hoffman, *Jerusalem Post*, 5 janvier 2004. « Likud activists to try to gain more power in party convention », par Mazal Mualem et Yossi Verter, *Ha'aretz*, 5 janvier 2004.

La ministre de l'éducation israélienne, Limor Livnat, a mis en garde, dimanche 4 janvier 2004, contre la menace que font peser sur l'État et le Likoud les extrémistes de droite et les éléments criminels qui ont infiltré le Likoud. Cet avertissement stupéfiant est intervenu la veille de l'ouverture de la convention du parti israélien, qui doit se tenir lundi 5 à l'Auditorium Mann, à Tel Aviv.

Toute la journée, des militants du Likoud pourront proposer des changements dans la charte du parti, qui seront votés lors de la prochaine convention, en février. Aucun membre de la Knesset ne pourra néanmoins s'exprimer à la tribune à l'exception d'Ariel Sharon.

Limor Livnat a particulièrement visé le chef du mouvement de Direction juive, petite mais bruyante composante du Likoud. Moshe Feiglin a en effet soumis une proposition qui prévoit l'exclusion du parti pour tout parlementaire qui voterait contre la plate-forme idéologique du Likoud. Ainsi, tout élu se prononçant en faveur d'un État palestinien et de concessions territoriales se verrait rayé des listes. D'après la ministre de l'Agriculture, « une minorité de membres du comité central qui ont des intérêts idéologiques et financiers, notamment des éléments criminels, tentent de prendre le contrôle du parti au pouvoir ». Effectivement, la plupart des propositions qui doivent être présentées au cours de la convention de lundi prévoient d'étendre les pouvoirs des membres du comité central par rapport à ceux des élus du Likoud, y compris le Premier ministre.

Un porte-parole du Likoud a répondu à ces accusations en affirmant que de nombreuses propositions prévoient des réformes qui retireraient le pouvoir des mains des groupes d'intérêt dénoncés par Limor Livnat. Il a notamment cité une proposition du ministre sans porte-feuille Uzi Landau qui empêche tout criminel condamné de rejoindre le parti avant dix ans, et une autre qui exige des militants qu'ils soient dans le parti depuis plus de trois ans avant de pouvoir voter ou être élu.

Le livret de 100 pages qui recueille toutes ces propositions d'amendement comprend également celle du député maire de Ra'anana, Uzi Cohen, qui plaide pour un transfert des Palestiniens vers un nouvel État qui serait découpé entre la Jordanie et la Syrie. Moshe Feiglin envisage de son côté d'interdire tout voyage d'un parlementaire du Likoud aux États-Unis, à l'exception du Premier ministre et de son ministre des Affaires étrangères, en attendant la libération de l'espion israélien Jonathan Pollard.

Une autre question centrale est abordée dans ce livret, celle de la succession d'Ariel Sharon en cas de mort ou de démission. Les membres du comité central souhaiteraient en effet pouvoir lui choisir directement un successeur, dans le cas éventuel où la progression des enquêtes judiciaires le visant le contraindraient à démissionner.

D'après un ministre du Likoud cité anonymement par *Ha'aretz*, Ariel Sharon tentera aujourd'hui d'améliorer son image au sein du parti, « ayant réalisé que l'opposition à sa personne au sein du [parti] pourrait devenir hors de tout contrôle ». Une situation qu'il aurait jusqu'ici négligée.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Israël choisit la Turquie pour son approvisionnement en eau

Référence : « Water import from Turkey approved », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 4 janvier 2004.

Le gouvernement israélien a finalement approuvé le plan d'importation d'eau depuis la Turquie, dimanche 4 janvier 2004, cinq ans après que les négociations sur le sujet eurent commencé.

Le Premier ministre, Ariel Sharon, a indiqué à son gouvernement que, bien que cet accord ne soit pas le moins coûteux, il est important d'un point de vue diplomatique car il renforcera les liens stratégiques qui se sont développés entre les deux pays.

Le plan a été approuvé par 13 voix contre 2, le ministre des Finances Benjamin Netanyahu et le ministre sans portefeuille Meir Sheerit ayant voté contre.

En vertu de cet accord, Israël achètera 50 millions de mètres cube d'eau par an à la Turquie pour les vingt prochaines années, pour un surcoût de 20 cents par mètre cube d'eau, selon le ministère des Finances (80 cents pour l'eau importée contre 60 cents pour l'eau dessalée).

Il reste aux deux pays à se mettre d'accord sur le nom de la société qui se chargera de l'acheminement de l'eau. Des diplomates turcs et israéliens ont déclaré par le passé que deux tankers devraient être construits spécialement à cet effet.

D'après des officiels israéliens cités par le *Jerusalem Post*, les Turcs aurait, au cours des négociations, conditionné différents accords militaires avec Israël à l'acceptation par Tel Aviv de cet accord sur l'eau. De plus, en cas d'échec, certaines sociétés israéliennes craignaient de se voir écartées d'appels d'offre lucratifs dans le sud-est de la Turquie.

De son côté, la Turquie voit dans cet accord un moyen de créer un précédent et de s'ouvrir les marchés d'autres pays désireux de s'approvisionner en eau. D'après des officiels turcs, la Libye serait, entre autres, déjà intéressée.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

L'Égypte veut prendre des initiatives diplomatiques communes avec l'Iran

Référence : « Egypt's Maher says Camp David an issue of the past », IRNA, 4 janvier 2004.

Le ministre des Affaires étrangères égyptien, Ahmed Maher, a déclaré, dimanche 4 janvier 2004, que Le Caire considère que la question des accords de Camp David appartient désormais au passé, et que l'Égypte souhaite promouvoir des liens avec l'Iran.

Les relations entre les deux pays se sont en effet détériorées après la signature, le 17 septembre 1978, d'un accord de paix entre Israël et l'Égypte, mais aussi après que Le Caire ait accueilli le shah d'Iran après son renversement.

Dans une interview donnée à l'IRNA et au Central News Bureau, Ahmed Maher a confié qu'il considérait que la question des accords de Camp David était close et que les intérêts de Téhéran et du Caire aujourd'hui étaient dans le développement d'une coopération mutuelle.

Les deux pays ont maintenant une gestion diplomatique de leurs intérêts communs grâce à l'établissement d'ambassades dans les deux capitales, dont le fonctionnement est assuré par des diplomates égyptiens et iraniens.

Le ministre égyptien a souligné la nécessité pour les deux pays de lutter de concert pour l'établissement de la justice dans les territoires occupés palestiniens et la promotion de la paix et de la stabilité au Proche-Orient. « *Ce qui est important, c'est que nous allons continuer à apporter notre aide à la Palestine, et nous savons que l'Iran va également aider le peuple palestinien* ».

Au cours de l'entretien, Ahmed Maher a confié que les récentes discussions qui ont eu lieu entre le président iranien, Mohammed Khatami, et son homologue égyptien, Hosni Moubarak, ont été très importantes. Selon lui, cette rencontre, qui s'est tenue à Genève en décembre 2003, a permis aux deux chefs d'État de discuter des questions liées aux relations bilatérales et à l'actualité internationale.

Peu après cette rencontre, le président Khatami avait déclaré que les discussions avaient permis d'envisager de mettre un terme à plusieurs années de désunion entre les deux pays, bien que subsistent des différences entre eux sur « *des questions politiques et idéologiques* ».

D'après le ministre des Affaires étrangères égyptien, Téhéran et Le Caire défendent tous les deux la paix, la sécurité et la justice, et parviennent, lorsqu'ils se rencontrent, à trouver un terrain d'entente. Les deux pays ont par exemple pris l'initiative, au cours des dernières années, d'appeler, au sein de l'ONU, pour l'établissement d'une zone libre de toute arme de destruction massive, au Proche-Orient. Ahmed Maher a conclu en indiquant qu'Israël ne devrait pas être autorisé à défier le monde par ses activités nucléaires, au moment où la

communauté internationale se bat pour l'élimination des armes de destruction massive et l'application d'un contrôle international sur ce type d'armement.

L'Orient Le Jour



Le Liban tente de rallier l'Arabie saoudite à l'idée d'un plan interarabe contre les projets d'implantation des réfugiés palestiniens

Référence : « Ryad juge l'initiative de paix arabe suffisante pour contrer les projets d'implantation », par Khalil Fleyhane, *L'Orient Le Jour*, 5 janvier 2004.

Le ministre des Affaires étrangères libanais, Jean Obeid, a entamé, dimanche 4 janvier 2004, une série d'entretiens en Arabie saoudite, dans le cadre d'une tournée arabe destinée à promouvoir l'adoption d'un plan interarabe ayant pour objectif de contrer les projets d'implantation des réfugiés palestiniens dans les pays d'accueil. Il a ainsi été reçu par le roi Fahd Bin Abdulaziz Al Saoud, le prince héritier et homme fort du royaume, Abdallah Bin Abdulaziz Al Saoud, ainsi que le ministre des Affaires étrangères saoudien, le prince Saoud al-Faysal Al Saoud.

Les deux diplomates ont évoqué les principaux sujets intéressant la région, notamment le conflit israélo-arabe et la question du droit au retour. Interrogé sur la position de son pays au sujet des velléités d'implantation des réfugiés palestiniens dans les pays d'accueil, le ministre saoudien a déclaré : « *Je pense qu'il ne faudrait pas que nous cédions à la stratégie israélienne qui cherche à faire en sorte que la question palestinienne devienne un problème interarabe* ».

Cette position prudente a été celle de l'ensemble des interlocuteurs du ministre libanais, qui ont réitéré le soutien de la monarchie au Liban, mais sont demeurés plus timorés au sujet de l'élaboration d'un nouveau plan pour contrer l'implantation, estimant que l'initiative arabe de paix, adoptée en 2002 au sommet de Beyrouth, était suffisante à cet égard.

Cette initiative qui propose une normalisation des relations entre les pays arabes et Israël en échange d'un retrait de tous les territoires occupés, « *évoque le droit des Palestiniens au retour* », a noté le prince Saoud al-Faysal Al Saoud. Par ailleurs, M. Obeid s'est rendu au siège du Conseil de coopération du Golfe, où il s'est entretenu avec le secrétaire général de cet organisme, Abdel Rahmane Attié. Le chef de la diplomatie, qui était arrivé samedi 3 janvier à Riyad, doit se rendre ce lundi soir à Bahreïn. Ultérieurement, il compte visiter le Koweït, Qatar, les Émirats arabes unis et le sultanat d'Oman.



Le Premier ministre palestinien condamne le silence de la communauté internationale après le raid meurtrier de Tsahal sur Naplouse

Référence : « Palestinian PM slams international `silence` over deadly Nablus raids », *Syria Times*, 5 janvier 2004. « Muasher meets Musa, condemns Israeli Nablus raid », par Alia Shukri Hamzeh, *Jordan Times*, 5 janvier 2004.

Le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, a condamné, dimanche 4 janvier 2004, le « *silence* » de la communauté internationale après la mort de quatre habitants de la ville de Naplouse, en Cisjordanie, lors d'un raid majeur de l'armée israélienne.

« A chaque fois que des Palestiniens mènent des attaques ou des opérations contre Israël, ils sont condamnés par le monde entier, mais quand Israël mène des attaques contre notre peuple, la communauté internationale reste silencieuse », a-t-il déclaré.

Trois adolescents et un homme de 25 ans sont morts, samedi 3 janvier, au cours de trois fusillades distinctes à Naplouse, où l'armée israélienne mène des opérations militaires depuis près de deux semaines, traquant et arrêtant des membres des factions armées palestiniennes telles que le Hamas et les Brigades des Martyrs d'al-Aqsa.

Le chef des services de renseignement égyptiens, Omar Suleiman, doit arriver sur place mardi 6, afin de reprendre les négociations avec les factions autour d'un éventuel cessez-le-feu.

Interrogé sur le sujet, Ahmed Qureih a déclaré que son gouvernement n'avait pas prévu de rencontre directe avec les organisations armées, mais que « *les efforts égyptiens vont se poursuivre* ». « *Israël essaye en permanence de faire échouer le dialogue en assassinant des cadres du Hamas, du Jihad et du Fatah* », a-t-il ajouté.

Le ministre des Affaires étrangères jordanien, Marwan Muasher, a condamné cette attaque israélienne, dimanche 4 janvier, et exprimé l'inquiétude de son pays face à l'escalade de violence que connaît le conflit israélo-palestinien. Le ministre a ajouté que la Jordanie rejetait la « *politique d'assassinats* » d'Israël, qui met en péril, selon lui, tous les efforts effectués pour relancer le processus de paix.